



Centre du commerce international

CNUCED / OMC

40 ans de développement
du commerce
1964-2004

ITC/AG(XXXVIII)/203

23 février 2005

Français

Original : Anglais

***Rapport du comité consultatif du
Fonds global d'affectation spéciale***

**Groupe consultatif commun du Centre du commerce international CNUCED/OMC
Trente-huitième session
Genève, 18 - 22 avril 2005**

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	1
LE COMITE CONSULTATIF	1
PREMIER COMPTE	2
DEUXIEME COMPTE	3
Etats d'avancement des programmes du deuxième compte	3
I. World Tr@de Net – Le développement des entreprises et le Programme de Doha pour le développement	3
Tableau – Situation budgétaire au 31 décembre 2004	7
II. Programme de promotion du commerce Sud-Sud	8
Tableau – Situation budgétaire au 31 décembre 2004	10
III. Programme E-Trade Bridge pour les PME (un programme de développement des capacités pour le commerce électronique)	11
Tableau – Situation budgétaire au 31 décembre 2004	16
IV. Programme de réduction de la pauvreté par l'exportation	17
Tableau – Situation budgétaire au 31 décembre 2004	20
TROISIEME COMPTE	21
Annexe I – Fonds global d'affectation spéciale : Contributions annoncées et ressources disponibles	23
Annexe II - Fonds global d'affectation spéciale : Deuxième compte – Contributions annoncées et allocations aux programmes individuels	24

INTRODUCTION

1. La proposition d'établir un Fonds global d'affectation spéciale (FGAS) et un Comité consultatif a été adoptée lors de la vingt-huitième session du Groupe consultatif commun (GCC) en juin 1995. La mise en place d'activités financées par le FGAS a démarré début 1996.
2. Au cours de l'an 2004, le FGAS était toujours un mécanisme essentiel du développement de la portée des activités de coopération technique du CCI. Afin de compléter le budget ordinaire du CCI, le Fonds a permis au CCI de fournir un certain nombre de services aux pays partenaires et à réaliser sur le terrain des activités à un plus grand nombre de bénéficiaires. Quatre programmes du deuxième compte étaient devenus opérationnels en 2004.
3. La combinaison et l'appui conjugué des ressources et des activités relevant du premier et du deuxième compte ont permis au CCI de répondre efficacement aux demandes collectives de pays partenaires. Plus particulièrement, le premier compte a permis au CCI d'assurer la mise à disposition d'experts de haut niveau clefs et donc d'étendre la gamme de fonctions complémentaires liées au commerce disponible au sein de l'organisation.

LE COMITE CONSULTATIF

4. Le Comité consultatif conseille le secrétariat du CCI et assure la transparence quant à l'utilisation du Fonds. Constitué en octobre 1995, il a eu 29 réunions à ce jour sous la présidence du Directeur exécutif du CCI.
5. Le Comité est actuellement composé de 18 membres : Allemagne, Canada, Cuba, Danemark, Fédération de Russie, Finlande, Inde, Irlande, Madagascar, Népal, Pays-Bas, Nigéria, Norvège, Iran (République islamique d'), Royaume-Uni, Suède, Suisse et Venezuela. En outre, les pays suivants ont obtenu, sur leur demande, un statut d'observateur : Algérie, Argentine, Autriche, Belgique, Brésil, Bulgarie, Cameroun, Chili, Chine, Egypte, Ethiopie, Italie, Japon, Malte, Pakistan, Panama, Pérou, Roumanie, Slovaquie, Tunisie et Turquie.
6. Selon les procédures de travail du Comité, les membres sont nommés pour une durée d'un an, entre deux sessions annuelles du GCC. Le Comité recommande, comme lors des années précédentes, que chaque groupe régional décide si sa représentation doit être prolongée pour une année supplémentaire ou si l'un ou tous ses représentants doivent être remplacés par de nouveaux membres, tout en tenant compte du fait qu'il faut assurer la continuité du travail du Comité. De même, tout pays désirent proposer sa candidature pour représenter sa région doit demander un statut d'observateur afin de se familiariser avec les procédures du Comité avant de prendre officiellement la suite d'un membre sortant.
7. Le Comité s'est réuni deux fois en 2004 afin de revoir les propositions du secrétariat du CCI pour l'affectation des fonds dans le cadre du premier compte et l'état d'avancement des quatre programmes financés par le deuxième compte, soit : « de développement d'affaires et les Accords de l'OMC (World Trade Net) »; « Promotion du commerce Sud-Sud »; « E-Trade Bridge pour les PME – Un programme de développement de capacité pour le commerce électronique » et le « Programme de réduction de la pauvreté par l'exportation (PRPE) ». Le Comité a également discuté et a convenu d'une proposition de création d'un troisième compte dans le cadre du FGAS auquel les donateurs peuvent attribuer des contributions pour cofinancer des programmes communs spécifiques CCI/Commission européenne. Les documents de conception pour les propositions de deux nouveaux programmes du deuxième compte concernant le « Réseau de services d'exportation » et la « Création de capacités dans la conception et la gestion de stratégies d'exportation » ont également été examinés par le Comité.

PREMIER COMPTE

8. Les contributions inscrites au premier compte sont tout d'abord utilisées pour financer des expertises techniques, des activités de développement de programmes dans les zones prioritaires agréées par le GCC, et des activités spécifiques à certains pays – principalement la formulation de programmes conçus sur mesure – pour lesquels les ressources disponibles dans les budgets habituels et autres ressources sont insuffisantes. Elles financent également d'autres activités d'assistance du travail du CCI, comme des missions, des réunions d'experts et des évaluations indépendantes. La destination de ces contributions n'est pas définie, elles sont régulièrement attribuées par le secrétariat du CCI en fonction des besoins les plus urgents, en prenant dûment en compte les paramètres arrêtés par le Comité consultatif.
9. Selon les pratiques habituelles, les ressources disponibles au cours d'une année donnée sont attribuées jusqu'en mai de l'année suivante, c'est-à-dire jusqu'à ce que les nouvelles contributions soient annoncées ou confirmées lors des sessions annuelles du GCC. Cela garantit la continuité des expertises techniques financées par le FGAS et rend possible le financement d'activités devant démarrer avant que les nouvelles contributions soient mises à disposition.
10. Le total des fonds disponibles en 2004 s'est élevé à US\$ 4,34 millions, soit une augmentation de 11 % par rapport à 2003 (US\$ 4,29 millions). La section suivante fournit une vue d'ensemble de l'utilisation de ces fonds jusqu'à fin décembre 2004 dans les différents sous-comptes :
- **Personnel essentiel.** Ce sous-compte a en partie financé 12 experts de haut niveau dans les domaines spécialisés dans lesquels le CCI a besoin de conserver des expertises professionnelles de manière à pouvoir remplir de manière adéquate sa mission. Ces équipes ont également été financées par d'autres sources comme le décrivent en détail les projets. Cela a renforcé la capacité du CCI à développer des outils de coopération technique, afin d'améliorer la compréhension du système de commerce multilatéral, et de fournir des services de conseil et d'information en réponse à des besoins collectifs de pays partenaires. (US\$ 1 282 431)
 - **Missions réalisées par le personnel du CCI.** Ces missions concernaient le programme de travail régulier. Elles avaient différents objectifs, y compris la participation à des rencontres spécialisées et la liaison avec les organisations partenaires existantes ou potentielles, qui ne pouvaient pas être financées par le budget régulier. (US\$ 82 600)
 - **Activités de développement des programmes.** Ce sous-compte a financé des activités visant à renforcer les capacités de recherche et de fourniture de services du CCI. Les fonds ont été affectés, entre autres, à l'amélioration de bases de données légales; le développement d'une Carte conjointe des investissements CCI/CNUCED; développement d'une version Internet de la publication du CCI « *Café : guide de l'exportateur* »; et l'organisation d'un salon des Outils de Compétitivité par le CCI conjointement avec la 5^{ème} Conférence Mondiale des Organisations de Promotion du Commerce à Malte en octobre 2004. Comme les années précédentes, les demandes ont dépassé largement les fonds disponibles et les priorités ont été déterminées par le Comité de Direction du CCI sur la base des besoins collectifs de pays partenaires. (US\$ 1 350 193)
 - **Formulation de programmes conçus sur mesure et autres activités de pays nationales et de régions spécifiques.** Les fonds de ce sous-compte ont permis au CCI de répondre aux demandes de pays spécifiques pour une assistance pour le développement de programmes et de projets, sur la base de sa méthodologie d'évaluation des besoins et de formulation de programmes. Il a également été possible de réagir rapidement aux requêtes, pour des activités de coopération technique de petite échelle, et autonomes qui ne pouvaient pas être financées par d'autres sources. Ce sous-compte a également permis au CCI de maintenir et de renforcer le dialogue avec les bénéficiaires. Les fonds ont été affectés, entre autres, pour effectuer une évaluation des besoins au Pérou; une étude de faisabilité pour la création d'un centre de service du cuir au Bangladesh; et le développement d'une stratégie pour l'exportation de services à Maurice. (US\$ 552 207)

- **Réunions d'experts.** Ce sous-compte a rendu possible l'organisation d'un Forum sur le commerce électronique en 2004 pour les pays d'Amérique du Sud en vue de « Créer des compétences en commerce électronique pour la société de l'information ». Cela a également permis au CCI d'organiser un atelier pour le secteur privé en Afrique à propos de l'Accord sur les obstacles techniques au commerce de l'OMC en coopération avec l'Organisation régionale africaine de normalisation (ORAN). (US\$ 255 292)
 - **Evaluations :** Aucune évaluation n'a été effectuée sur le financement du premier compte.
 - **Autres activités :** Ce sous-compte a été créé en 2004 pour financer des activités pour le développement des exportations de produits organiques provenant des pays les moins avancés (PMA) et d'autres pays en développement à bas revenu. (US\$ 409 640)
11. Des demandes futures dans le cadre du premier compte continueront à dépendre d'un nombre de facteurs qui ne sont pas entièrement prévisibles, comme la disponibilité d'autres sources de financement pour le personnel essentiel et la demande de pays partenaires pour l'évaluation des besoins, la programmation, les missions de conseil de courte durée. Comme les ressources mises à la disposition du CCI sous ce compte ont été entièrement attribuées comme pour les années précédentes, le secrétariat compte sur les engagements de financement de 2005 d'un montant au moins égal aux ressources de 2004, soit US\$ 4,34 millions.

DEUXIEME COMPTE

Etats d'avancement des programmes du deuxième compte

12. Les paragraphes ci-dessous décrivent les activités réalisées dans le cadre des quatre programmes du deuxième compte qui étaient opérationnels en 2004.
- I. *World Tr@de Net – Le développement des entreprises et le Programme de Doha pour le développement (INT/W2/10)***
13. Le programme a assisté des réseaux de partenaires publics ou privés dans 51 pays membres pour l'analyse des changements concernant des opérations commerciales entraînés par l'évolution du cadre réglementaire de l'OMC pour le commerce international. A la demande des membres du réseau, l'accent a été mis sur le renforcement de la défense des intérêts des sociétés dans la préparation des négociations commerciales du programme de Travail de Doha. Les activités au cours de la première moitié de l'année ont porté essentiellement sur le développement des négociations de l'OMC qui ont repris après l'échec de Cancún en 2003. Le travail effectué au cours de la deuxième moitié de l'année 2004 a reflété le progrès effectué dans les négociations avec le « ensemble de résultats de juillet » après la Décision du Conseil général de l'OMC du 1^{er} août 2004 : les partenaires d'affaires du CCI dans les pays en développement et les économies en transition ont visiblement augmenté leur participation dans l'affinement du système de commerce mondial. Les demandes d'assistance de la part du World Tr@de Net ont continué à augmenter.
14. En 2004, les principaux objectifs du World Tr@de Net ont été :
- Fournir des informations à jour, et pertinents aux pays membres du réseau, au sujet de thèmes de l'OMC présentant un intérêt prioritaire pour eux dans les négociations de Doha; et
 - Assister les communautés d'affaires à mieux définir et mieux exprimer leurs intérêts dans le système commercial en évolution, contribuant ainsi à la reprise des négociations de Doha.

Information commerciale et matériel d'assistance sur mesure

15. Pour fournir les moyens aux membres du réseau afin d'avoir un dialogue secteur privé-public informé et de préparer des contributions significatives pour le Programme de Doha pour le développement, une batterie unique d'informations commerciales pertinentes et de matériel de référence a été fournie aux membres du World Trade Net, pour être utilisée dans les pays et diffusée au travers les réseaux. Le matériel d'informations comprend les « rapports sur l'état d'avancement » sur les six domaines clefs de négociations en cours pour le secteur des affaires (négociations agricoles de l'OMC; négociations de l'OMC sur l'accès aux marchés pour les produits non agricoles (NAMA); négociations des services de l'OMC; négociations de l'OMC sur le paragraphe 6 de la déclaration ministérielle de Doha sur l'Accord sur les ADPIC et la santé publique; et les négociations de l'OMC sur l'établissement d'un registre multilatéral d'indications géographiques pour les vins et spiritueux). Les mises à jour ont été publiées en janvier et septembre 2004. Ces versions sont également disponibles en français et en espagnol.
16. Les bulletins mensuels du World Trade Net ont été distribués à tous les membres des réseaux de pays et mises à disposition sur le site Internet. Les bulletins fournissent des informations à jour aux membres, au sujet des négociations de Doha et des problèmes commerciaux régionaux. Elles sont souvent utilisées dans la mise en place d'activités de mise en réseau au niveau d'un pays. Des études de cas et du matériel de formation/de briefing, des rapports techniques et des publications (comprenant ceux qui avaient été préparés en 2004 à propos des mesures commerciales correctives), du textile et de l'habillement, la défense des intérêts des entreprises et la facilitation des échanges, ont été mises à la disposition des participants au cours de toutes les manifestations du World Trade Net, lors des réunions du programme JITAP et « Le secteur des affaires et le développement » et ont reçu un écho très favorable. La plupart des matériels d'information sont accessibles sur le site Internet. Un Forum Internet interactif permettant l'échange d'expériences entre les réseaux a été lancé sur la demande des membres du World Trade Net.

Développement des réseaux de pays

17. Les coordinateurs régionaux ont aidé à intensifier les relations professionnelles avec le nombre croissant de réseaux dans les quatre régions. Les initiatives qu'ils assistent au niveau des pays comprenaient l'organisation des sessions d'information et la diffusion du matériel de briefing du World Trade Net et les bulletins aussi bien que la défense des intérêts du secteur des affaires, la mise en réseau pour les négociations commerciales, la participation à des discussions sur Internet et la préparation des équipes devant apporter leur contribution à des événements régionaux.
18. Les coordonnateurs régionaux ont constamment été en interaction avec les facilitateurs des pays et ont effectué des missions de conseil au Bangladesh, au Cambodge, au Lesotho, au Mozambique, au Nigéria, au Pakistan, au Sri Lanka, au Swaziland, en Thaïlande et en Zambie. Avec la disposition de subventions, le World Trade Net continue de sponsoriser les activités de mise en réseau auprès de membres suivants : Bélarus, Bulgarie, Croatie, Egypte, Malawi, Mozambique, Népal, Nigéria, Philippines, Sri Lanka et Tadjikistan. Les activités de ces réseaux comprennent des manifestations concernant les accords de l'OMC et de commerce régional, l'agriculture, les services, le textile et l'habillement, la défense des intérêts des sociétés et les publications sur les engagements de l'OMC à propos de la communauté des affaires.
19. Suite à la requête du Cambodge peu après son accession à l'OMC comme premier pays le moins avancé, en octobre 2004, une manifestation spéciale à propos « des implications de la candidature à l'OMC du Cambodge pour le secteur des affaires et le Gouvernement » a été organisée avec l'entière implication de la communauté locale des affaires, par le réseau cambodgien en étroite collaboration avec le Ministère du commerce de Phnom Penh.
20. Une réunion de « lancement » a eu lieu au Nigéria, un nouveau membre du World Trade Net. En 2005, la priorité du reste du programme sera de continuer les « lancements » dans les pays suivants, lesquels ont demandé à devenir membre du World Trade Net : Belize, les pays de la Communauté des pays andins (Bolivie, Colombie, Equateur, Pérou et Venezuela), Chine, Côte d'Ivoire, Fédération de Russie, Inde, Indonésie, Maroc, Mexique, Paraguay, Iran (République islamique d') et Yémen.

21. Les réseaux des pays et leurs facilitateurs ont continué de servir comme base centrale pour la préparation des réunions sur « Le secteur des affaires et le développement », par la sélection des participants, la discussion des questions prioritaires pour leurs membres et la présentation des rapports des pays. Sans le travail de soutien effectué par les réseaux en Afrique, en Asie, en Amérique du Sud, dans les Caraïbes, en Europe orientale et en Asie centrale, les réunions thématiques régionales n'auraient pas pu avoir lieu.
22. En dernier mais non des moindres, le travail réalisé par les réseaux des pays, en collaboration avec l'expertise effectuée par le World Trade Net a fortement contribué à la formulation de programmes bilatéraux d'envergure d'assistance technique liée au commerce (ATLC).

Activités de mise en réseau et échange d'expériences entre les membres des réseaux

23. Des efforts significatifs ont été entrepris par le World Trade Net à l'occasion de conférences virtuelles avec les membres des réseaux avant les réunions les plus importantes. Une interaction virtuelle et des échanges de vues à propos de sujets spécifiques de l'OMC ont eu lieu entre les membres du réseau dans les régions d'Afrique (du 8 au 12 mars 2004), d'Amérique latine et des Caraïbes (du 24 au 28 mai 2004). Des comptes-rendus de ces conférences virtuelles peuvent être trouvés sur le site Internet du programme. Des efforts similaires ont été entrepris pour la préparation d'autres réunions importantes sous-régionales et régionales, qui se sont tenues au Caire, à Guatemala et à Colombo.
24. Pour répondre à des demandes spécifiques provenant de ses membres africains, le World Trade Net a organisé un atelier thématique avec le Forum économique international d'Égypte sur les « Implications commerciales pour le secteur privé en Afrique de l'Accord SPS de l'OMC » au Caire, du 10 au 12 octobre 2004. Cette réunion rassemblait des représentants des secteurs tant public que privé de tous les réseaux africains du World Trade Net, et son but était de faire mieux comprendre aux secteurs d'affaires africains les avantages potentiels et les défis associés à la mise en œuvre de l'Accord de l'OMC sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS).
25. A la demande de ses membres d'Amérique latine, le World Trade Net a organisé, en collaboration avec la Guatemalan Apparel and Textile Exporters Commission (VESTEX), un atelier concernant les « Défis et opportunités pour le secteur des affaires du textile et de l'habillement – Après 2004 » dans la ville de Guatemala, les 24 et 25 novembre 2004, pour les réseaux d'Amérique latine et des Caraïbes. Afin de répondre à la demande de ses membres asiatiques, un atelier concernant les implications commerciales de la mise en place d'un système de quotas sur les textiles et les vêtements a été organisé conjointement avec la Chambre de Commerce de Ceylan à Colombo, au Sri Lanka, les 1^{er} et 2 décembre 2004, par les réseaux d'Asie et du Pacifique. Ces ateliers ont été organisés en vue d'apporter une assistance aux réseaux des pays afin de faire face aux défis de compétitivité et aux opportunités d'exportation en augmentation dans le commerce international des textiles et de l'habillement dans l'après-ATH, de les aider à clarifier le nouveau cadre juridique, de préparer des ajustements structurels et d'échanger des points de vue sur la manière de développer les stratégies commerciales dans un environnement libre de quotas.

« Le secteur des affaires et le développement » et autres contributions du World Trade Net

26. Après le succès en 2003 de l'initiative « Le monde des affaires et Cancún », le CCI a lancé en 2004 – dans le cadre du Programme du World Trade Net – l'initiative « Le secteur des affaires et le développement » qui a pour but d'encourager toujours plus le secteur des affaires à s'engager plus activement dans les négociations de Doha. L'objectif principal était de développer le dialogue au niveau régional entre le secteur des affaires et les négociateurs commerciaux de manière à permettre d'avoir une meilleure et également plus transparente prise en compte des contributions des gouvernements dans les négociations de l'OMC.
27. Cette initiative du CCI a été soutenue par le Secrétariat de l'OMC, la CNUCED et par les négociateurs basés à Genève, à un niveau très élevé de représentation. Les ressources humaines

engagées dans les réunions comprenaient : Le Directeur général et le Directeur général adjoint de l'OMC, le Secrétaire général et les Directeurs de la CNUCED, les Ministres des affaires étrangères et les Vice-ministres, les Ambassadeurs des Représentants permanents et les négociateurs du plus haut niveau auprès de l'OMC à Genève. Des experts provenant de la région et du milieu académique étaient également présents. Les communautés des affaires des différentes économies en transition et en développement – y compris tous les pays membres du World Trade Net – étaient représentées, dans la plupart des cas, par leurs leaders : présidents et vice-présidents des chambres de commerce, des associations et des fédérations du secteur des affaires.

28. En 2004, cinq réunions régionales ont eu lieu, avec un grand succès en :
- Afrique orientale et australe (Nairobi, Kenya les 30 et 31 mars);
 - Europe centrale et orientale (Sofia, Bulgarie les 18 et 19 mai);
 - Amérique latine et Caraïbes (Rio de Janeiro, Brésil les 8 et 9 juin);
 - Asie et Moyen Orient (Manille, Philippines les 21 et 22 octobre); et
 - Afrique centrale et occidentale (Casablanca, Maroc les 1er et 2 décembre).
29. Les thèmes discutés concernaient principalement les implications des négociations de l'OMC sur l'agriculture, la NAMA, les services, les textiles et l'habillement, les traitements spéciaux et différenciés, la promotion du commerce; l'interaction entre le bilatéralisme, le régionalisme et le SCM; et la défense des intérêts du secteur des affaires. Les participants ont préparé pour toutes ces rencontres des rapports, au niveau des pays, sur les sujets concernant le SCM dans leurs domaines de spécialisation. Ces rapports sont accessibles sur le site Internet.
30. Les cinq rencontres « Le secteur des affaires et le développement » ont réuni au total quelques 240 leaders du secteur des affaires, 112 décideurs de gouvernements, et des négociateurs clés du commerce provenant de 89 pays en développement et d'économies en transition. La plateforme de mise en réseau du World Trade Net, ainsi que ses équipes d'experts et sa documentation sur mesure ont représenté la base de ces rencontres. L'infrastructure du réseau n'a pas seulement servi à concevoir, préparer et organiser les réunions « Le secteur des affaires et le développement » mais également à ramener les problèmes clés au niveau des pays pour de futures discussions dans les réseaux public-privé de World Trade Net.
31. Les apports en expertise du World Trade Net et en matériels d'information sont toujours plus demandés et appréciés dans d'autres forums sur le commerce. Ils contribuent par la perspective commerciale nécessaire sur les problèmes de l'OMC et les négociations commerciales, en mettant l'accent sur les implications de l'OMC dans les affaires, et en marquant l'importance de la défense des intérêts du secteur des affaires des pays en développement dans l'établissement des politiques commerciales.
32. A ce sujet, sur la demande des organisations partenaires et autres programmes ATLC, comme l'OMC, l'Agence de coopération et d'information pour le commerce international (ACICI), le programme JITAP ou d'autres activités organisées par des gouvernements, le World Trade Net a contribué en 2004 à (i) des vidéoconférences, (ii) des sessions de briefing et (iii) des présentations de différentes questions du SCM.

Perspective d'avenir

33. Pendant le premier semestre de 2005, priorité sera donnée à l'organisation de réunions de « lancement » pour les nouveaux membres. Une réunion de mise en réseau des membres World Trade Net les plus actifs est prévue pour revoir l'état d'avancement dans les réseaux des pays et l'étendu des activités à venir pour accompagner les négociations de Développement de Doha. Le travail sur le développement du matériel technique et des publications sera poursuivi.

34. Des le milieu de l'année, le programme sera prêt pour couvrir les requêtes d'assistance technique dans ce domaine en commençant par les besoins immédiats concernant le déroulement en décembre 2005 de la réunion ministérielle de Hong Kong (Chine) et au-delà.

SITUATION BUDGETAIRE
World Trade Net
(Le développement des entreprises et le Programme de Doha pour le développement)
INT/W2/10
au 31 décembre 2004
(US\$)

Contributions annoncées pour 2002-2004					
	Dépenses (juin 02 – déc. 02)	Dépenses (jan. 03 – déc. 03)	Dépenses (jan. 04 – déc. 04)	Dépenses budgétées (jan. – mai 05)	TOTAL
Personnel de projet	367 316	552 151	807 171	348 583	2 075 221
Sous-contrats	57 163	134 386	71 032	69 474	332 055
Formation de group	133 973	54 217	441 995	103 566	733 751
Equipement	120 937	6 757	14 478	5 019	147 191
Divers	27 928	32 123	65 713	19 347	145 111
(A) Total	707 317	779 634	1 400 389	545 989	3,433 329
(B) Contributions annoncées					3 433 329
(C) Montant reçu					3 433 329

II. Programme de promotion du commerce Sud-Sud (INT/W2/09)

35. Le Programme de promotion du commerce Sud-Sud (SSTP) consiste en une série d'activités destinées à générer un nouveau commerce et des opérations d'investissement entre les entreprises dans les pays en développement et les économies en transition. C'est une activité essentielle du CCI qui comprend des analyses de flux d'échanges, des études de l'offre et de la demande nationales, des rencontres acheteurs-vendeurs et d'autres événements de mise en réseau.
36. En 2004, le programme a organisé sept rencontres acheteurs-vendeurs et deux événements de mise en réseau, au cours desquels 694 entreprises de 70 pays en développement, (incluant 26 PMA) et des économies en transition ont participé et effectué des opérations pour un montant de plus de US\$ 22 millions. Des partenariats supplémentaires, des investissements et des négociations ont également été lancés. Neuf analyses de flux commercial régional et 33 études de l'offre et de la demande avaient été préparées en collaboration avec des consultants nationaux et des institutions d'appui au commerce locales (IAC). Outre les différents séminaires de formation et les conférences qui ont été organisés au cours de chaque manifestation, deux ateliers spécifiques se sont tenus respectivement à Abidjan, sur l'information commerciale et l'analyse de marché et à Tunis sur l'intermédiation.

Manifestations régionales

37. **Afrique et région arabe** – Une part substantielle des activités de l'année a été concentrée sur l'Afrique. Deux rencontres acheteurs-vendeurs sur l'industrie de l'édition et de l'imprimerie ont été organisées pour promouvoir l'expansion intra et inter régionale du commerce entre la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC) et la Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA). Lors de la première rencontre, qui a eu lieu à Abidjan en février, 24 entreprises provenant de Côte d'Ivoire, de Guinée, du Niger, du Sénégal et du Togo y ont participé. Lors de la deuxième réunion, qui s'est tenue à Brazzaville en juillet, 23 entreprises provenant du Cameroun, du Congo, du Gabon, de la République centrafricaine et de la République démocratique du Congo étaient présentes. Des transactions commerciales de plus de US\$ 1,6 million ont été enregistrées lors de ces deux rencontres.
38. La quatrième édition de « Meet in Africa », la biennale Pan-Africaine du cuir, foire sponsorisée par le CCI, a rassemblé 270 exposants et près de 2 200 acheteurs. A eu lieu également une rencontre acheteurs-vendeurs qui s'est tenue à Addis Abeba avec 225 participants provenant de 19 pays.
39. Dans le cadre de l'initiative « Acheter en Afrique pour Afrique », lancée en 2001 pour encourager les agences d'aide internationale à se fournir plus auprès d'entreprises africaines, le CCI a organisé à Midrand, en août, une rencontre acheteurs-vendeurs sur la fourniture d'aide couvrant la nourriture, l'eau, les installations sanitaires, l'hébergement et les produits de première nécessité. Les représentants de 59 sociétés provenant d'Afrique du Sud, de Madagascar, du Mozambique, de Namibie, du Swaziland, de Zambie et du Zimbabwe ont été assistés par SSTP pour faire le marketing de leurs produits auprès d'acheteurs de 21 agences d'aide. Des transactions pour un montant de US\$ 13,4 millions ont été annoncées par ces agences suite aux contacts pris durant la rencontre.
40. En préparation de la prochaine rencontre acheteurs-vendeurs sur les produits de l'horticulture et de l'apiculture qui doit se dérouler à Dubaï en février 2005, un ensemble détaillé de services d'assistance du CCI, comprenant une formation directe et des conseils sur le développement et le conditionnement de ces produits, a été fourni aux petites et moyennes entreprises (PME) kényanes pour qu'elles soient mieux préparées en vue de leur participation à la rencontre de Dubaï.
41. SSTP a fourni des services d'intermédiation à « Africa Economic Summit », organisé par le Forum économique mondial (WEF) à Maputo en juin pour 54 entreprises provenant d'Afrique du Sud, d'Angola, de la République démocratique du Congo, d'Égypte, d'Inde, du Ghana, du Lesotho, de Malawi, du Mozambique, de Namibie, du Nigéria, du Royaume-Uni du Rwanda, du Soudan, de Suisse, de Zambie et du Zimbabwe. De la même manière, les services d'intermédiation de SSTP ont été fournis au Forum économique mondial en Jordanie qui a eu lieu en mai, destiné à promouvoir les contacts commerciaux entre 140 entreprises provenant d'Arabie Saoudite, de Bahreïn, d'Égypte, des Emirats arabes unis, Iran (République islamique d'), d'Iraq, d'Israël, de Jordanie, du Koweït, du

Liban, de Palestine, du Qatar et de la République arabe syrienne comme d'Afrique du Sud, d'Allemagne, de Belgique, du Canada, de Chine, des Etats-Unis, de la France, de Monaco, du Pakistan, du Royaume-Uni, de Singapour, de la Suisse, de la Thaïlande et de la Turquie. Les services de mise en contact du SSTP ont apporté la valeur ajoutée de mise en réseau aux deux manifestations.

42. **Asie** – « *AsiaHealthCare 2004* », une rencontre acheteurs–vendeurs qui a eu lieu à Singapour en juillet, sur les produits pharmaceutiques et naturels, avait été organisée pour encourager la création de liens entre les importateurs, les exportateurs, les grossistes, les agents et les producteurs de produits bruts et de formules. Les participants comprenaient 87 PME provenant du Bangladesh, du Cambodge, de Chine, d'Inde, d'Indonésie, de Malaisie, du Myanmar, du Népal, du Pakistan, des Philippines, de République démocratique populaire lao, de Singapour, du Sri Lanka, de Thaïlande et du Viet Nam. Des transactions pour un montant de plus de US\$ 1,5 million ont été annoncées par les participants. On attend, comme résultat supplémentaire de cette rencontre et de son suivi, une accélération de l'harmonisation des procédures d'enregistrement des produits dans la région, ce qui réduirait ainsi les délais d'entrée sur le marché d'une moyenne de 18 mois à trois mois. De meilleures informations sur les droits de la propriété intellectuelle seront également disponibles pour les PME ainsi qu'une identification des opportunités régulière et des mises à jour sur le marché seront apportées, dans le but de fournir des opportunités de coentreprises et d'alliances stratégiques avec l'assistance active des IAC locales.
43. SSTP a également fourni des apports substantiels au *Symposium le développement du commerce entre le Tibet et les pays voisins*, qui a eu lieu à Lhassa en septembre conjointement avec le PNUD et le Centre international chinois pour les échanges techniques et économiques.
44. **Pays OCE** – En ligne avec le développement socio-économique et les efforts d'intégration des pays membres de l'OCE, le CCI a organisé une rencontre acheteurs–vendeurs du secteur pharmaceutique à Istanbul en décembre. Cinquante-neuf entreprises provenant d'Azerbaïdjan, du Kazakhstan, du Kirghizistan, du Pakistan, du Tadjikistan, de Turquie et d'Ouzbékistan ont annoncé des transactions en cours de négociation pour un montant de US\$ 1,5 million à la fin de la rencontre.
45. **Amérique latine** – Suite au succès de LatinPharma en 2002 et en 2003, SSTP a organisé, comme événement parallèle à la CNUCED XI, LatinPharma 2004, afin de promouvoir le commerce régional de produits naturels et pharmaceutiques dans les pays du MERCOSUR et au Chili. Les participants couvraient toute la chaîne de valeur des produits pharmaceutiques et naturels, depuis les producteurs principaux jusqu'aux détaillants dans la région du Cône Sud. Plus de 1 050 entreprises et associations d'Amérique latine ont participé à un forum de discussion virtuel qui a eu lieu à Rio de Janeiro en juin afin de définir et de débattre des problèmes en préparant la voie pour une série de conférences, une foire commerciale et une rencontre acheteurs–vendeurs. Les participants à cette rencontre comprenaient 54 PME provenant d'Argentine, de Belize, de Bolivie, du Brésil, du Chili, de Colombie, d'Equateur, d'El Salvador, des Etats-Unis, de Honduras, du Paraguay, du Pérou, d'Uruguay et du Venezuela. Des transactions pour un montant de presque US\$ 3,7 millions ont été négociées pendant la manifestation. Ce processus a également permis aux entreprises d'intégrer verticalement leurs opérations dans la région en développant les relations commerciales à la fois avec les fournisseurs et avec les acheteurs.
46. **Solutions électroniques** – En 2004, des efforts intenses ont été consacrés au développement d'outils électroniques afin d'améliorer les échanges d'informations intra-régionaux et sectoriels en coopération avec les Organisations de promotion du commerce (OPC) nationales du MERCOSUR et l'établissement d'un portail similaire par les OPC dans les pays CEMAC et UEMOA, sponsorisé par l'Agence intergouvernementale de la francophonie. Trois cybercafés en format CD-ROM ont été développés pour refléter les sources nationales et régionales de données statistiques, marketing et d'informations juridiques : deux étaient consacrés au secteur pharmaceutique dans le Cône du Sud de l'Amérique du Sud et les pays de l'OCE alors que le dernier concernait les moyens d'augmenter la participation des entreprises africaines sur le marché de fourniture d'aide.
47. **Développement stratégique** – En 2004, le programme est entré dans la dernière année de sa phase actuelle de trois ans avec un nombre record de résultats et de régions couvertes. L'aide financière en augmentation de la part des donateurs a permis au programme d'agir au niveau mondial et d'effectuer une exploration plus profonde des chaînes de valeur régionales par secteur. Les activités

permettant de mieux préparer les acheteurs et les vendeurs pour leurs négociations commerciales seront poursuivies en coopération avec d'autres fournisseurs de contenu au sein du CCI. Dans sa phase à venir, SSTP continuera d'établir les partenariats lancés au cours de la période 2002–2004 et créera des activités en faveur d'entités régionales et nationales, mettant ainsi la création de capacités au centre de ses efforts. Le but est de réduire progressivement la contribution économique du CCI alors que les contreparties seront capables de conduire un nombre croissant d'activités de promotion du commerce régional par elles-mêmes. De tels développements sont actuellement en cours de définition avec le Département du développement économique (DDE) de Dubaï et la « Dubai Aid City (DAC) » pour les Etats arabes; l' « International Trade Institute of Singapore (ITIS) » pour la région du Pacifique en Asie; le « Department of Trade and Industry of South Africa (DTI/TISA) » pour la sous-région d'Afrique du Sud; et le « FUNDES Internacional » pour l'Amérique latine.

SITUATION BUDGETAIRE
Promotion du commerce Sud-Sud
au 31 décembre 2004
(US\$)

	Contributions annoncées pour 2002–2004				TOTAL
	Dépenses (juin 02 – déc. 02)	Dépenses (jan. 03 – déc. 03)	Dépenses (jan. 04 – déc. 04)	Dépenses budgétées (jan. – mai 05)	
Personnel de projet	352 989	876 715	1 319 593	584 545	3 133 842
Sous-contrats	28 260	13 863	201 256	149 510	392 889
Formation de groupe	44 231	82 275	169 094	74 755	370 355
Équipement	3 100	22 838	18 776	15 038	59 752
Divers	19 662	46 922	82 789	40 580	189 953
(A) Total	448 242	1 042 613	1 791 508	864 428	4 146 791

2002–2005 (Deuxième phase)	
(B) Contributions annoncées	4 146 791
(C) Montant reçu	3 981 009
(C–B) Excédent/(déficit) Montant reçu par rapport aux contributions annoncées	(165 782)
(B–A) Excédent/(déficit) Contributions annoncées par rapport au budget	0

III. Programme E-Trade Bridge pour les PME (un programme de développement des capacités pour le commerce électronique) (INT/W2/08)

Objectifs

48. L'objectif d'ensemble du Programme E-Trade Bridge, basé sur la Stratégie¹ du CCI « E-Facilitated Trade Development » est d'aider les PME à combler la fracture numérique en matière de commerce international. Le programme assiste les chefs d'entreprise, les administrateurs de multiples organisations et les décideurs politiques des gouvernements à mieux comprendre et utiliser les outils et services basés sur les technologies de l'information et de la communication (TIC) utilisés dans l'activité au jour le jour pour améliorer leur compétitivité.
49. Le programme associe apport électronique « e » avec la compétitivité des PME en intégrant des capacités de gestion et des compétences à l'exportation des dirigeants avec les applications du commerce électronique en coopération avec les partenaires régionaux et nationaux du CCI et crée des capacités nationales à aider les entreprises à combler la fracture numérique dans le commerce international en renforçant leurs capacités à prendre des décisions sur la manière d'incorporer les IAC dans des processus de gestion des affaires.
50. Le document de projet spécifiait 15 créations de modules associés avec cinq composantes comme le montre le tableau suivant :

COMPOSANTES DE PROGRAMME		MODULES
Composante I	Amélioration de la compétitivité des PME par le Commerce Electronique	<ul style="list-style-type: none"> Guides électroniques pratiques pour les PME Outils électroniques de meilleure pratique pour les PME
Composante II	Préparation de cartes électroniques, de bilans électroniques et Plans d'Action	<ul style="list-style-type: none"> Manuel de commerce électronique pour les réunions de lancement Guide de préparation à « l'e » bilan Plan d'action pour le développement facilité pour le commerce électronique Manuel pour le groupe de travail national sur l'électronique
Composante III	Programme national de formation pour le développeurs et les gestionnaires des programmes	<ul style="list-style-type: none"> Préparation de plans d'action nationaux
Composante IV	Création de plateformes nationales/ régionales pour la compétence électronique	<ul style="list-style-type: none"> Plateforme pour le commerce électronique et place de marché
Composante V	Création de capacité par des formateurs et de conseillers	<ul style="list-style-type: none"> Eléments électroniques de gestion Marketing électronique Processus d'affaires électroniquement assistés Gestion des programmes de formation Fourniture de capacités pour les formateurs et les conseillers Conception de programmes de formation/ de conseil Préparation électronique pour les PME

¹ La stratégie du CCI pour le développement du commerce électronique a été conçue de manière à renforcer les performances commerciales et la compétitivité internationale des entreprises dans les économies en développement et en transition par la sensibilisation, la création de connaissances et de compétences, ou par la stratégie A-B-C.

51. Les composantes du programme et la mise en œuvre de méthodologies impliquent que les IAC peuvent aider à rendre le commerce compétitif, mais l'apport électronique « e » est simplement une manière de faire les choses et non pas une chose à faire. Le E-Trade Bridge est le seul programme qui associe l'apport électronique « e » avec la compétitivité des PME en intégrant les compétences stratégiques et à l'exportation des gestionnaires avec les applications du commerce électronique. Le « Paradigme E-Trade Bridge » base la compétitivité de l'entreprise sur trois piliers, **préparation pour la gestion, préparation pour l'exportation et préparation électronique** et établit le fondement des publications et les activités de l'E-Trade Bridge.

Réalisations

52. Au cours de la période allant de juin 2002 à avril 2004, les activités du programme ont consisté dans la préparation et la réalisation de tests sur le terrain de matériels de formation, de documents, d'outils électroniques et de lignes directrices et par leur remise aux bénéficiaires particulièrement les plateformes régionales en trois langues (anglais, français et espagnol). Depuis mai 2004, le programme a testé sur le terrain ses matériels et sa méthodologie pour améliorer la compétitivité des PME. Cela a été possible en utilisant les capacités nationales créées sous la Composante IV : Création de plateformes nationales pour le commerce électronique et la Composante V : Création de capacité par les formateurs et les conseillers. Les résultats ont confirmé la validité de la méthodologie E-Trade Bridge.
53. **Composante I – Amélioration de la compétitivité des PME par le Commerce électronique** (cibles du projet 20, 93 effectuées) 15 experts des IAC et de plateformes de 7 pays (Cameroun, Cuba, El Salvador, Philippines, République-Unie de Tanzanie et Trinité-et-Tobago) ont été formés à Genève lors d'un programme de Formation d'experts en commerce électronique d'une semaine, sur une initiative mondiale de mise en réseau. Cette composante de l'E-Trade Bridge a été mise en œuvre au niveau national par l'intermédiaire des programmes « Gagnez avec le web (WWW) » et « e-Nabling » pour les PME à El Salvador, aux Philippines et en République-Unie de Tanzanie où les Plateformes régionales « E-Trade Bridge » ont reçu l'assistance d'institutions locales privées et des gouvernements. Dans chaque pays, environ 30 petites entreprises (34 philippines, 30 El Salvador et 25 République-Unie de Tanzanie) choisies après une évaluation de leurs applications, ont assisté à un cours de trois jours sur la création de stratégie. Ils ont redéfini leur activité et préparé des stratégies incorporant l'apport électronique « e » dans le processus de gestion de leur activité. Sur 30 entreprises, 10 ont été retenues dans chaque pays et ont reçu une formation supplémentaire et des conseils de la part des conseillers ayant été formés par les plateformes régionales. Ce programme a obtenu un grand succès et a très bien été accueilli par les participants. Pour répondre à la demande des PME et des consultants privés, les partenaires du CCI préparent actuellement l'offre de ce programme sur une base régulière. Les enseignements retirés laissent suggérer que la prochaine phase du Programme « E-Trade Bridge » pour les PME devra être concentrée sur cette composante en constituant des cas de bonnes pratiques à diffuser.
54. **Composante II : Préparation de cartes électroniques, de bilans électroniques et de plans d'action** (cibles du projet : 30 études, 28 achevées, 7 en 2004, travail en cours pour 2 études) : Les 28 pays participants ont été aidés à compléter leurs rapports de préparation électronique en saisissant (a) l'état de l'apport électronique « e » dans leur pays; (b) les différents rôles des partenaires en termes de « qui fait quoi »; et (c) les points d'action à court, moyen et long terme. Ce rapport comprend un bilan électronique par pays qui identifie les points forts et les points faibles des TIC et évalue les risques commerciaux liés au commerce électronique et ses opportunités. En plus, une étude supplémentaire documentaire a été effectuée et les résultats ont été rendus disponibles dans un *e-Business resource DVD and Book* qui contient les liens commerciaux électroniques de ces pays. Courant 2004, les rapports de préparation électronique sur la Barbade, la Bolivie, le Cambodge, l'Equateur, l'Ouzbékistan, la Turquie et le Turkménistan ont été publiés. Le travail est en cours pour la publication des rapports sur l'état de préparation électronique sur le Cameroun, la Chine, le Costa Rica, la Mauritanie et le Sénégal.

55. Les rapports sur l'état préparation électronique représentent la base des réunions de démarrage pour : la formation des partenaires E-Trade Bridge afin de développer une compréhension commune de l'état de « e » dans le pays; la formation d'un réseau d'assistance à bas coût; l'identification des points d'action à court, moyen et long terme. Plus de 250 participants ont été formés en Chine, au Cameroun, en Mauritanie et au Sénégal en 2004.
56. **Composante III : Formation nationale pour les développeurs et les gestionnaires** de Programme (cibles du projet 7 en 2004; cibles atteintes); plus de 300 développeurs et gestionnaires de programmes ont été formés dans huit pays pilotes sur le modèle de la stratégie électronique nationale de l'E-Trade Bridge. Les stagiaires ont eu la possibilité d'évaluer le développement spécifique sectoriel et à l'export d'un pays et ses stratégies de Technologie de l'Information dans une perspective de commerce électronique. Les manifestations pilotes de formation se sont déroulées en Chine (Wuhan), au Brésil, au Cameroun, au Sénégal, en Mauritanie, aux Philippines, en République-Unie de Tanzanie et à El Salvador.
57. **Composante IV : Création de plateformes nationales et régionales pour le commerce électronique** (cibles du projet 2 en 2004; cibles atteintes); en avril 2004, une rencontre de deux semaines du réseau mondial « E-Trade Bridge » a eu lieu à Genève avec 35 participants provenant de plusieurs pays y compris les gestionnaires de haut niveau des institutions partenaires potentielles et les formateurs/conseillers actuels et du futur commerce électronique. La rencontre (1) a informé les partenaires actuels et futurs sur les nouveaux outils et les produits développés au sein du programme « E-Trade Bridge »; (2) a défini et spécifié les principes de fonctionnement du réseau « E-Trade Bridge » et les rôles des membres et (3) a créé des équipes de consultants pour la mise en oeuvre du programme E-Trade Bridge. Cette rencontre a entraîné un renforcement des plateformes régionales du CCI en Asie-Pacifique (ATIFTAP), en Amérique centrale (ACCACI-COMPITE), en Afrique orientale (CIBDS) et en Turquie (UTIDED) et à développer le réseau CCI au Bangladesh, en Bolivie, en Bulgarie, au Cameroun, en Chine, à Cuba, au Kenya, en Mauritanie, en Roumanie, en Afrique du Sud, en Ouganda, à Trinité-et-Tobago et au Viet Nam. Le développement de plateformes nationales et régionales est en cours de réalisation au sein du programme qui sera enrichi par la mise en oeuvre de composantes et par le nombre de pays participants.
58. Dans le but de renforcer les centres nationaux et les plateformes régionales pour la compétence électronique, E-Trade Bridge a continué d'assister les partenaires à créer des sites Internet modèles. En plus des partenaires au Cambodge, en Equateur, en Inde, au Kenya, en Roumanie et au Viet Nam, au cours de 2004 les partenaires du Bangladesh, la Barbade, de Bolivie, du Cameroun, de Chine, du Costa Rica, de la République dominicaine, du El Salvador, du Guatemala, du Honduras, Iran (République islamique d'), de la Jamaïque, de Mauritanie, de Mongolie, du Nicaragua, du Panama, de Roumanie, du Sénégal, de Trinité-et-Tobago, de Turquie, d'Ouganda et d'Ouzbékistan ont reçu une assistance pour créer leurs sites Internet. Les sites internet couvrent les infrastructures institutionnelles et physiques du pays, l'environnement juridique et économique, la politique nationale et la stratégie, l'accès au réseau ainsi que les utilisateurs de technologies de l'information et de la communication (TIC). Ils représentent déjà une ressource importante pour les chercheurs, et comptent déjà 300 visites/mois en moyenne, un nombre impressionnant compte tenu du fait qu'ils n'ont pas été rendus publics en dehors du Réseau « E-Trade Bridge ».
59. **Composante V : Création de capacité par la formation de formateurs et des conseillers** (cibles du projet atteintes) : plus de 100 formateurs et conseillers ont été formés et certifiés directement par le CCI pour renforcer les capacités nationales dans trois pays pilotes. Les personnes formées continuent à diffuser le matériel E-Trade Bridge et les outils aux PME et à aider d'autres formateurs et consultants à renforcer leurs propres capacités nationales. On trouve parmi les connaissances et les compétences transmises aux stagiaires, la gestion des valeurs électroniques et du marketing électronique, la mise en place de processus commerciaux, la gestion de programmes de formation, la fourniture de compétences pour les formateurs et les conseillers, la planification de programmes de formation et d'assistance et la préparation électronique pour les PME. Cela a permis au CCI de renforcer des capacités au sein de multiples institutions en transférant les connaissances, les compétences et la méthodologie à ceux qui sont familiarisés avec le commerce électronique et pour les transformer en formateurs et en conseillers qui vont fournir des capacités électroniques aux PME, c'est-à-dire les aider à utiliser les TIC et tirer profit de leur efficacité et de leur efficience. Plusieurs coûts des activités de la Composante V ont été partagés par les centres nationaux. Des formations de longue durée sur le diagnostic en entreprise en utilisant :

- AuditSME : un outil électronique de diagnostic d'entreprise;
- ExportSME : un outil électronique pour l'évaluation du potentiel d'exportations;
- E-SME : un outil électronique pour le diagnostic d'avantages potentiels des applications de commerce électronique;
- NeedSME (pour diagnostiquer les faiblesses de gestion – version en ligne);
- DemandSME (questionnaire d'évaluation de la demande de formation –version en ligne).

60. Les formateurs et les consultants ont également reçu une formation approfondie sur le tas sur la planification stratégique en utilisant PlanSME I (formulation de stratégies d'entreprise) et PlanSME II (mise en œuvre de stratégies d'entreprise). L'utilisation d'outils électroniques a aussi été couverte par les programmes avec une formation sur :

- *Verifying Strategy*. Un manuel sur l'utilisation d'Internet pour la recherche sur les acheteurs et les concurrents,
- *Designing Promotions* : un manuel sur la création d'une présence sur Internet pour une entreprise,
- *Purchasing and Expediting* : un manuel sur la manière de trouver des fournisseurs sur Internet et effectuer les expéditions.

Coopération avec d'autres initiatives

61. Le programme « E-Trade Bridge » pour les PME opère en collaboration étroite avec l'Unité pour le développement du commerce électronique du CCI (ETDU), Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CEE-ONU), la CNUCED, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), l'Union internationale des télécommunications (UIT), l'Organisation internationale du travail (OIT), et d'autres agences multinationales et nationales. La diffusion de matériels et d'outils pour la création de capacités produites par l'E-Trade Bridge est maintenant partie intégrante des autres initiatives du CCI (par exemple : Projet Roumanie). Des synergies ont également été réalisées au sein du CCI. Après avoir participé au SMSI à Genève, Suisse, en coopération avec le Secrétariat d'état à l'économie – **seco** (Suisse), en décembre 2003, pour la préparation du SMSI 2005 à Tunis, l'E-Trade Bridge a été impliqué dans :

- La Rencontre thématique à Antigua au Guatemala en coopération avec l'OCDE, l'OIT et la CNUCED en janvier 2005
- La première Rencontre PrepCom pour le SMSI en Tunisie a eu lieu en février 2004.
- Le développement de l'Entreprise sur Internet avec la CEE-ONU, Suisse, en mai 2004.
- En juin 2004 la Confédération des chambres de commerce asiatiques (CACCI) a demandé à l'E-Trade Bridge d'organiser trois ateliers de formation de ses membres. Ils ont eu lieu au Bangladesh, au Népal et au Sri Lanka et ont concerné plus de 180 participants, les mettant ainsi en mesure de tirer le plus d'avantages possibles du commerce électronique. Ces ateliers se sont transformés en trois propositions de projets qui sont actuellement examinées par le Fonds d'affectation spéciale pour l'Asie et la Commission européenne.
- La Rencontre des entreprises du Golfe, Oman, juillet 2004.
- La Réunion ministérielle sur les PME avec l'OCDE, Turquie, juillet 2004.
- Le Forum des partenaires du CCI, avec un accent particulier mis sur les pays les moins avancés, Maurice, juillet 2004.

- La Formation de responsables de stratégie nationaux a eu lieu à São Paulo, Brésil en novembre 2004, en tant que manifestation parallèle du Forum régional sur le commerce électronique du CCI en Amérique latine, organisé par l'ETDU du CCI en coopération avec la chambre de commerce électronique brésilienne (camara – e.net).
 - Le Sommet mondial des PME, New Delhi, novembre 2004.
 - La Réunion d'experts sur la promotion de la compétitivité à l'exportation des PME, Suisse, décembre 2004.
 - Création d'une nouvelle génération d'entrepreneurs – « Making e-work for you », Inde, décembre 2004.
62. A chacun de ces événements le Programme E-Trade Bridge a été présenté comme une plateforme importante qui contribue à réduire la fracture numérique entre les pays et qui présente aux décideurs et aux gestionnaires d'entreprises des alternatives de création de capacité menant à la croissance du secteur privé.

Perspectives (juin 2005 – juillet 2008)

63. Le Programme de l'E-Trade Bridge sera élargi à un grand nombre de bénéficiaires lors de la prochaine phase (2005-2008).
- Au moins 700 PME bénéficieront des programmes de compétence électronique et de gestion à l'exportation de l'E-Trade Bridge.
 - Les bonnes pratiques de plans stratégiques et les cas intégrant le commerce électronique avec les processus de gestion et d'exportation seront diffusés à un grand nombre de bénéficiaires.
 - Trois nouvelles plateformes régionales et 15 nouveaux centres nationaux seront créés et les plateformes et les centres existants seront renforcés.
 - Au moins 180 formateurs et conseillers seront formés pour permettre le développement du réseau déjà actif.

SITUATION BUDGETAIRE
Programme E-Trade Bridge pour les PME
INT/W2/08
au 31 décembre 2004
(US\$)

	Contributions annoncées pour 2002 - 2004				Contributions annoncées pour 2005 (juin 05 – mai 06)	TOTAL
	Dépenses (juin 02 – déc. 02)	Dépenses (jan. 03 – déc. 03)	Dépenses (jan. 04 – déc. 04)	(jan. 05 – mai 05)		
Personnel de projet	144 250	658 133	534 896	272 670	166 453	1 776 402
Subventions aux institutions		101 918	529 722	62 700	64 446	758 786
Formation de groupe	15 296	119 421	128 744	5 650	56 106	325 217
Équipement	34 488	4 678	10 654	2 260	3 412	55 492
Divers	10 963	33 226	52 675	10 506	14 730	122 100
(A) Total	204 997	917 376	1 256 691	353 786	305 147	3 037 997

	2002 - 2004		2005	
(B) Contributions annoncées	2 732 850		305 147	3 037 997
(C) Montant reçu	2 682 850			2 682 850
(C-B) Excédent/(déficit) Montant reçu par rapport aux contributions annoncées	-50 000		-305 147	-355 147
(B-A) Excédent/(déficit) Contributions annoncées par rapport au budget			0	0

IV. *Programme de réduction de la pauvreté par l'exportation (PRPE) (INT/W2/11)*

64. Le progrès réalisé en 2004 par plusieurs projets pilotes en cours, en termes d'impact de développement (c'est-à-dire la responsabilisation des communautés pauvres en vue de participer à la chaîne de valeur des produits et services orientés vers le marché), ont été le facteur principal ayant fait gagner de la crédibilité au Programme de réduction de la pauvreté par l'exportation (PRPE) comme une approche pratique orientée sur les résultats du commerce dans le but de contribuer à la réduction de la pauvreté. Le succès des activités multidisciplinaires du PRPE dans différents pays a également prouvé son efficacité en tant qu'approche de coopération technique spécifique d'un secteur.
65. Le PRPE a continué à être appuyé financièrement par les Gouvernements d'Allemagne, de Norvège, des Pays-Bas et de Suisse. Outre les projets en cours ayant démarré l'an dernier, les fonds mis à disposition en 2004 ont permis au CCI de lancer deux nouveaux projets pilotes, en Ethiopie et en Mongolie. Les projets financés par le PRPE sont actuellement en cours de mise en oeuvre en Afrique du Sud, en Bolivie, au Brésil, au Cambodge, à El Salvador, en Ethiopie, au Kenya, en Mongolie et au Viet Nam et ont un impact sur la réduction de la pauvreté de plusieurs milliers de familles le biais de l'action entrepreneuriale.
66. La situation des activités du Programme dans différents projets pilotes en cours dans le cadre du PRPE durant l'année 2004 peut être résumée comme suit :
- **Bolivie** (tourisme basé sur les communautés). En 2004 la Fondation Suma Jakañani (« We will live better ») est devenue opérationnelle. Le CCI va maintenant exécuter ses apports techniques PRPE par l'intermédiaire de cette Fondation, dans des domaines comme la promotion, l'amélioration de la qualité et le développement des micro-entreprises. La Fondation, composée d'un groupe de citoyens locaux impliqués, assistés par les autorités municipales locales, jouera un rôle clef dans l'encouragement au développement du tourisme pérenne dans la région de Copacabana.
 - **Brésil** (tourisme basé sur les communautés). Sur la base des résultats des études de faisabilité achevées en novembre, sept chaînes de production prometteuses ont été sélectionnées : le recyclage des déchets (8 tonnes par jour de déchets organiques produits par les Hôtels), agriculture, produits culturels, savons et shampoings, pêche, habillement et produits artisanaux. En outre, un recensement a fourni des informations détaillées sur la population, les conditions de vie et le niveau d'éducation et d'emploi dans les huit communautés bénéficiaires du projet. Les plans de production pour chacune des chaînes de production sélectionnées seront mis en oeuvre courant 2005, avec un engagement maximal des membres de la communauté dans les différents processus de production, assurant ainsi un impact direct mesurable sur la réduction de la pauvreté. En parallèle, des conseils sont actuellement fournis à la Banque du Brésil pour la mise en place d'une répliquabilité au niveau national de l'approche PRPE dans des états brésiliens sélectionnés.
 - **Cambodge** (création d'une capacité entrepreneuriale et de la promotion à l'exportation des produits de la soie). Le CCI a fourni des contributions techniques à la communauté de tissage à la main de la soie par le biais de la Cambodian Craft Cooperation (CCC). En 2004, la formation du groupe était terminée et la communauté était structurée autour de responsabilités clefs bien définies. Différents apports en formation ont été fournis, dans la constitution de la communauté, l'adaptation de produits (utilisation de produits sans colorant azoïques, conception et créativité, etc.) et en établissement des coûts et des prix. Un mécanisme de groupe a également été organisé pour acheter les intrants nécessaires à la production. Un magasin a été construit dans le village afin de fournir la matière première aux tisserands et pour vendre leurs produits finis. Un voyage d'études dans les associations situées à Siem Reap et dans les autres communautés « modèles » de la CCC a été réalisé par les tisserands afin d'étudier, d'après d'autres projets ayant eu du succès, la manière de renforcer leur esprit communautaire. Des études de marché au Royaume-Uni, en Suisse, en France et au Cambodge ont permis d'établir de nouvelles relations commerciales avec des importateurs et des acheteurs locaux. Le point de vente de la CCC dans la capitale a été modernisé et des campagnes de marketing ont été menées pour attirer les touristes locaux. De la publicité pour des voyages touristiques dans la communauté a été

également faite. Un travail préparatoire pour l'établissement de deux ou trois nouvelles communautés au sein de la « Handmade Textile Organization (HTO) » a été terminé. La HTO a officiellement rejoint le Forum Cambodgien de la Soie pour pouvoir profiter de synergies.

- **El Salvador** (tourisme et café basés sur les communautés). Dans le secteur du tourisme, le projet pilote a profité aux communautés de La Palma et de San Ignacio. Le travail a été basé sur le développement d'une chaîne de valeur commerciale des produits de l'agriculture et de l'artisanat que ces communautés peuvent fournir aux hôtels et aux touristes et sur l'établissement d'un groupe local, qui comprend tous les principaux partenaires du secteur touristique dans la région. Ce groupe a été très actif dans l'organisation de différentes activités au cours de l'année, consolidant ainsi la pérennisation de cette initiative. Au niveau national, le tout nouveau Ministère du tourisme d'El Salvador dirigeait, avec le PRPE, le processus d'établissement d'un Programme PRPE National ayant pour but de répliquer au niveau national le travail effectué à La Palma et à San Ignacio. Dans le secteur du café, courant 2004 le projet a été en mesure d'augmenter et de consolider la pénétration du marché du café gourmet sur le marché japonais. En outre, et c'est un des résultats du projet, la coopération entre les autorités gouvernementales et les communautés de la région a été renforcée. En fonction des résultats de ces projets, le CCI a assisté les organisations nationales dans la préparation de leurs demandes d'aide financière pour une répliquabilité future de l'expérience. Les propositions ont été soumises à l'examen de la Banque interaméricaine de développement.
- **Ethiopie**. L'étude d'opportunité a démarré en octobre 2004 et a été achevée de manière satisfaisante. Un atelier rassemblant les principaux acteurs du futur projet pilote et différentes réunions particulières avec des partenaires et des institutions de développement ont été préparés pour une première mission en janvier 2005. Cela va confirmer la faisabilité d'un projet pilote pour la création de capacités de production et de vente de paprika dans le district de Lanfuro (environ 150 kilomètres au sud d'Addis Abeba).
- **Kenya** (piments, haricots verts et miel). Sur la base de communautés bien identifiées, de liaisons commerciales et d'une IAC nationale, la mise en place du projet pilote a démarré en février 2004 et plusieurs activités de formation ont été mises en œuvre à un niveau élémentaire. Malheureusement, la situation financière et les structures de gestion de la IAC, et par conséquent son engagement dans le projet, ont été affectés par le changement de gouvernement. C'est la raison pour laquelle les activités du projet ont été arrêtées depuis octobre et maintenant le programme est en train de chercher activement une nouvelle organisation établie sur le site du projet.
- **Mongolie** (produits en laine et textiles). En octobre 2004, un consultant national a terminé l'étude d'opportunités demandée. La promotion du traitement de la laine et de la production de vêtements de laine à Zuunmod a été définie comme la meilleure opportunité pour un projet pilote PRPE en Mongolie. Pour faciliter une future identification du projet, une mission de programmation a été effectuée en décembre 2004 à Ulaanbaatar et à Zuunmod. La mission a confirmé l'existence d'un cadre solide de partenaires et d'organisations d'assistance à Ulaanbaatar et à Zuunmod, qui justifiait le lancement d'un projet pilote. Cependant, avant cela il fallait évaluer la demande du marché et identifier la niche spécifique de celui-ci. L'identification des technologies disponibles nécessaires pour développer une approche originale et à valeur ajoutée du traitement de la laine et de la production textile à Zuunmod, a également été identifiée.
- **Afrique du Sud** (aloès ferox). Le projet tente d'intégrer la capacité de production de plus de 40 saigneurs d'aloès dans une chaîne d'offre à l'exportation existante de cosmétiques à base d'aloès-ferox, d'aliments naturels et d'aliments complémentaires. Le projet a démarré mi-2004 avec l'organisation d'une coopérative de fermiers qui est maintenant enregistrée et gérée par un collège de huit chefs de groupe. Un premier atelier de formation a été organisé en novembre 2004 pour les membres du collège sur la base de matériels de formation développés spécialement en langue vernaculaire. Un manuel de formation illustré, qui insiste particulièrement sur la préservation de l'environnement a également été rédigé pour les opérations de saignement et de cueillette et une première formation sur place a été organisée pour les saigneurs en novembre 2004. Un audit préliminaire à la fois d'une usine de

prétraitement et de production principale a été effectué en octobre 2004. Il en est résulté une proposition complète pour un système de gestion de la qualité incluant les arrangements de test sur site adéquats qui sera développée en 2005, répondant ainsi aux demandes supplémentaires identifiées sur les marchés européens d'exportation cibles. Le projet établit un partenariat innovant entre un exportateur privé et la « Eastern Cape Development Corporation » qui ont réuni un investissement conjoint d'un montant de US\$ 300 000 pour une usine de prétraitement, avec des installations de base pour la cueillette, le tri et des opérations de traitement simple. La réalisation d'une telle installation était une condition préalable à la viabilité de l'ensemble du projet, une fois l'emplacement à distance établi pour le groupe cible en relation avec l'usine de traitement.

- **Viet Nam** (tourisme basé sur les communautés). Ce projet a été lancé en février 2004 à Kim Bong Village, près de Hoi An au centre du Viet Nam. Le projet a pour but d'associer les attractions déjà existantes du Village de Kim Bong avec un nombre de manifestations supplémentaire dans un produit attirant pour le tourisme, qui amènera à augmenter le nombre de visiteurs et la durée de leur séjour, tout en améliorant le revenu et le niveau de vie général d'environ 400 habitants. En septembre, un atelier de formation sur les techniques de formation de groupe a été organisé en coopération étroite avec le COOPSME Quang Nam, une organisation d'aide locale pour les PME et les coopératives. Un des résultats directs de l'atelier a été la constitution d'une coopérative de tourisme, qui sera à la base des futures activités de promotion. Des conseils ciblés ont également été fournis pour assister la coopérative touristique et le département du tourisme local dans la définition des priorités et pour développer un chemin de visite touristique qui deviendra la principale attraction du village. Le projet travaille également en collaboration avec d'autres agences de coopération dans la province, comme l'UNESCO ou le WWF du Viet Nam.

67. **Implication des femmes.** Le PRPE reconnaît l'importance des femmes dans le processus de réduction de la pauvreté. Par conséquent, tous les groupes de producteurs choisis comprennent un pourcentage honnête de femmes aussi bien en tant que bénéficiaires directes (Cambodge) ou comme représentantes/chefs de groupe (Bolivie, Brésil). Il est important de souligner le fait que les projets pilotes PRPE ouvrent souvent la voie à des opportunités non traditionnelles pour les femmes de diversifier leurs activités de production, par exemple dans le domaine des services touristiques basés sur les communautés, créant ainsi de nouvelles sources de revenu pour le foyer. Dans le contexte de la formation et du conseil fournis par le PRPE, le point de vue spécifique de la femme est facilité par une participation active des femmes.

68. **Création de capacités.** Outre son approche détaillée de la réduction de la pauvreté, le Programme crée également les capacités liées au commerce des institutions locales comme moyen d'une répliquabilité future des projets pilotes à un niveau national. Priorité ayant été donnée à cet objectif du PRPE, le Programme a continué à développer des matériels pour aider les pays à mettre en oeuvre des projets orientés sur les résultats. En 2004, les matériels suivants ont été achevés :

- Outil de mesure de l'Impact du PRPE;
- Supervision et évaluation;
- Evaluation des besoins des communautés pauvres;
- Sélection des IAC;
- Liaisons commerciales : Manuel d'identification;
- Défense des intérêts des entreprises et effets multiplicateurs;
- Choix d'une institution de microfinance.

69. **Coordination stratégique.** En travaillant avec les PMA, le programme coordonne ses interventions avec le Cadre intégré pour l'Assistance technique liée au commerce (ATLC) des pays les moins avancés. Dans ce contexte, des idées de projet pour plusieurs pays (Burkina Faso, Djibouti, Guinée, Madagascar et Sénégal) ont été conçus courant 2004. Des projets pilotes seront bientôt lancés au profit de Djibouti et de la Guinée.

70. **Création de prise de conscience et défense des intérêts des entreprises.** A l'aide de l'effet de démonstration des résultats concrets de ses projets pilotes à un niveau élémentaire, le PRPE a pour but d'augmenter la prise de conscience à un niveau national de décision politique à propos du potentiel que le commerce peut représenter en tant que moteur pour réduire la pauvreté. Les projets pilotes PRPE étaient déjà une des clefs du succès dans le déclenchement de stratégies de répliquabilité nationale, au Brésil, au Salvador et en Inde. Les résultats concrets venant des différents projets pilotes construisent définitivement la crédibilité de l'approche du CCI consistant à utiliser le commerce comme véhicule pour réduire la pauvreté. En 2004, l'approche du PRPE et ses réalisations ont été soulignées dans différents forums, comme la CNUCED XI, à São Paulo, Brésil; au « Visionaris » un Prix UBS AG aux entrepreneurs sociaux, Mexique; à la Commission européenne à Bruxelles; au « Centre for Applied Studies in International Negotiations » (CASIN), Genève, et au Forum exécutif du CCI à Montreux et au GCC informel de Genève.
71. **Développement stratégique.** L'inclusion sociale et la réduction de la pauvreté sont des défis multidimensionnels, effectivement couverts uniquement au moyen d'efforts associés de tous les partenaires dans le développement. Le succès a besoin de partenariats, à des niveaux national et international qui englobent des gouvernements, des ONG et d'autres organisations civiles, des entreprises privées et des groupes au niveau de base comme d'autres agences de développement. Dans ce but, le Programme a achevé, en 2004, le travail préparatoire de lancement d'un réseau mondial appelé EPRP Alliance. Cette plateforme future permettra aux partenaires du PRPE (communautés, ONG, entreprises privées, agences de développement bilatéral et international, milieu académique, etc.) d'échanger leurs expériences, des idées innovantes et des opportunités de commerce prometteuses. « L'EPRP Alliance » offrira à ses partenaires la possibilité d'associer leurs ressources et de se compléter, contribuant ainsi à obtenir un impact de développement plus pérenne. L'Alliance représentera également un levier effectif pour canaliser les ressources financières nécessaires à une assistance technique liée au commerce (ATLC) et ayant pour but de réduire la pauvreté.

SITUATION BUDGETAIRE
Programme de réduction de la pauvreté par l'exportation
INT/W2/11
au 31 décembre 2004
(US\$)

	Dépenses prévues envers contributions					TOTAL
	Contributions annoncées pour 2002-2004			Contributions pour 2005 (juin 05 – mai 06)	Contributions pour 2006 (juin 06 – mai 07)	
	Dépenses (jan. 03 – déc. 03)	Dépenses (jan. 04 – déc. 04)	Dépenses (jan. 05 – mai 05)			
Personnel de projet	1 042 982	840 622	666 006	387 508	830 375	3 767 493
Sous-contrats	105 799	118 365	97 750	54 563	116 922	493 399
Formation de groupe	15 493	4 442	912	2 047	4 387	27 281
Équipement	900	3 844	3 097	1 772	3 797	13 410
Divers	45 768	39 696	31 217	18 300	39 213	174 194
(A) Total	1 210 942	1 006 969	798 982	464 190	994 694	4 475 777

	2003-2004	2005	2006	TOTAL
(B) Contributions annoncées	3 016 893	464 190	994 694	4 475 777
(C) Montant reçu	2 851 111	-	-	2 851 111
(C-B) Excédent/(déficit) Montant reçu par rapport aux contributions annoncées	(165 782)	(464 190)	(994 694)	(1 624 666)
(B-A) Excédent/(déficit) Contributions annoncées par rapport au budget		-	-	-

TROISIEME COMPTE

72. Lors de sa 29^{ème} réunion en septembre 2004, le Comité consultatif a discuté une proposition de créer un troisième compte dans le Fonds global d'affectation spéciale pour permettre au CCI d'avoir accès au financement de la Commission européenne (CE). Le partenariat CE/CCI a démarré par des consultations entre le personnel de l'Office de coopération EuropeAid de la Commission (bureau d'Asie) et quelques fonctionnaires du CCI. Des missions conjointes de programmation ont été réalisées et un certain nombre d'opportunités identifiées. Cela a amené, entre autres, à la préparation de l'« Asia trade-related Technical Assistance Trust Fund », un programme d'une durée de trois ans auquel a été affecté un budget de 5 000 000 euros. Pour que cette initiative comme d'autres deviennent opérationnelles, et pour qu'elles rentrent dans le cadre des accords de partenariat entre la CE et les Nations Unies, une condition de partage des coûts doit être convenue, allant de 6 % à 10 % du budget total de chaque projet / programme. Cette part doit être mobilisée par le CCI. Le Comité consultatif a favorablement accueilli le partenariat avec la CE et a pris note de l'engagement de 200 000 sur une période de trois ans, de la part du Gouvernement du Danemark en faveur du partage des coûts du Fonds d'Affectation Spéciale. Le Comité consultatif n'a pas d'objection à ce que le CCI crée un troisième compte dans le Fonds Global d'Affectation Spéciale pour recevoir ces subventions et a noté que le CCI s'efforcera de mobiliser des ressources supplémentaires dans le but de faire face aux conditions de partage des coûts.

Annexe II
FONDS GLOBAL D'AFFECTATION SPECIALE
DEUXIEME COMPTE
Contributions annoncées et allocations aux programmes individuels au 31 décembre 2004
(US\$)

PROGRAMMES	DONATEURS	CONTRIBUTIONS ANNONCÉES (au taux de change en vigueur des Nations Unies)										CONTRIBUTIONS RECUES				CONTRIBUTIONS À RECEVOIR 2004
		TOTAL	2002	2003	2004	2005	2006	TOTAL	Contributions annoncées en 2002	Contributions annoncées en 2003	Contributions annoncées en 2004	Contributions annoncées en 2005				
1. World Tr@de Net Le développement des entreprises et le Programme de Doha pour le développement	Allemagne	675 230	201 296	-	473 934	-	-	675 230	201 296	-	473 934	-	-	-	-	
	Norvège	245 088	-	145 280	99 808	-	-	245 088	-	145 280	99 808	-	-	-	-	
	Suède	1 047 009	307 481	345 817	393 711	-	-	1 047 009	307 481	345 817	393 711	-	-	-	-	
	Suisse	795 416	280 000	165 416	350 000	-	-	795 416	280 000	165 416	350 000	-	-	-	-	
	Royaume-Uni	537 164	166 667	181 818	188 679	-	-	537 164	166 667	181 818	188 679	-	-	-	-	
	Intérêts courus	58 470	35 583	13 675	9 212	-	-	58 470	35 583	13 675	9 212	-	-	-	-	
	Solde reporté : 1 ^{ère} phase	74 952	74 952	-	-	-	-	74 952	74 952	-	-	-	-	-	-	
Total	3 433 329	1 065 979	852 006	1 515 344	-	-	3 433 329	1 065 979	852 006	1 515 344	-	-	-	-		
2. Programme d'amélioration de la compétitivité des PME (ProCIP)	Indie	50 000	50 000	-	-	-	-	50 000	50 000	-	-	-	-	-	-	
	Suède	138 366	138 366	-	-	-	-	138 366	138 366	-	-	-	-	-	-	
	Intérêts courus	24 192	18 183	6 009	-	-	-	24 192	18 183	6 009	-	-	-	-	-	
	Solde reporté : 1 ^{ère} phase	10 080	10 080	-	-	-	-	10 080	10 080	-	-	-	-	-	-	
	Total	222 638	216 629	6 009	-	-	-	222 638	216 629	6 009	-	-	-	-	-	
	Allemagne	1 040 000	269 154	296 912	473 934	-	-	1 040 000	269 154	296 912	473 934	-	-	-	-	
	Pays-Bas	419 914	120 838	133 294	165 782	-	-	254 132	120 838	133 294	-	-	-	-	165 782	
3. Promotion du commerce Sud-Sud – nouveau cycle	Norvège	874 390	205 769	340 682	327 939	-	-	874 390	205 769	340 682	327 939	-	-	-	-	
	Suède	750 171	169 114	271 713	309 344	-	-	750 171	169 114	271 713	309 344	-	-	-	-	
	Suisse	838 755	300 000	188 755	350 000	-	-	838 755	300 000	188 755	350 000	-	-	-	-	
	Intérêts courus	40 865	14 354	11 103	15 408	-	-	40 865	14 354	11 103	15 408	-	-	-	-	
	Solde reporté : 1 ^{ère} phase	182 696	170 016	12 680	-	-	-	182 696	170 016	12 680	-	-	-	-	-	
	Total	4 146 791	1 249 245	1 255 139	1 642 407	-	-	3 981 009	1 249 245	1 255 139	1 476 625	-	-	-	165 782	
	Allemagne	1 564 486	-	665 659	593 680	305 147	-	1 259 339	-	665 659	593 680	-	-	-	-	
4. E-Trade Bridge pour les PME (programme de développement des capacités en matière de commerce électronique)	Inde	100 000	-	50 000	50 000	-	-	50 000	-	50 000	-	-	-	-	50 000	
	Norvège	661 817	373 955	145 280	142 582	-	-	661 817	373 955	145 280	142 582	-	-	-	-	
	Suisse	687 821	300 000	237 821	150 000	-	-	687 821	300 000	237 821	150 000	-	-	-	-	
	Intérêts courus	23 873	1 456	7 000	15 417	-	-	23 873	1 456	7 000	15 417	-	-	-	-	
	Total	3 037 997	675 411	1 105 760	951 679	305 147	-	2 682 850	675 411	1 105 760	901 679	-	-	-	50 000	
	Allemagne	2 698 708	390 000	435 132	414 692	464 190	994 694	1 239 824	390 000	435 132	414 692	-	-	-	-	
	Pays-Bas	419 913	120 837	133 294	165 782	-	-	254 131	120 837	133 294	-	-	-	-	165 782	
5. Réduction de la pauvreté par l'exportation	Norvège	496 333	137 180	145 280	213 873	-	-	496 333	137 180	145 280	213 873	-	-	-	-	
	Suisse	849 559	-	199 559	650 000	-	-	849 559	-	199 559	650 000	-	-	-	-	
	Intérêts courus	11 264	-	1 139	10 125	-	-	11 264	-	1 139	10 125	-	-	-	-	
	Total	4 475 777	648 017	914 404	1 454 472	464 190	994 694	2 851 111	648 017	914 404	1 288 690	-	-	-	165 782	
	Allemagne	3 448 276	-	-	-	1 856 764	1 591 512	-	-	-	-	-	-	-	-	
	Total	3 448 276	-	-	-	1 856 764	1 591 512	-	-	-	-	-	-	-	-	
	GRAND TOTAL	18 764 808	3 855 281	4 133 318	5 563 902	2 626 101	2 586 206	13 170 937	3 855 281	4 133 318	5 182 338	-	-	-	381 564	

CCI : Votre partenaire pour le développement du commerce

Le Centre du commerce international (CCI) est l'agence de coopération technique de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) et de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), chargée des aspects opérationnels du développement des échanges axés sur l'entreprise.

Le CCI aide les économies en développement et en transition, en particulier leurs secteurs commerciaux, à exploiter au maximum leur potentiel de développement des exportations et à améliorer leurs opérations d'importation.

Les six services essentiels du CCI sont les suivants :

- ▶ Développement des produits et des marchés
- ▶ Développement de services d'appui au commerce
- ▶ Information commerciale
- ▶ Mise en valeur des ressources humaines
- ▶ Gestion des achats et approvisionnements internationaux
- ▶ Évaluation des besoins et conception de programmes



Centre du commerce international

C N U C E D / O M C

CCI : Votre partenaire pour le développement du commerce

Pour plus d'information :

Siège : CCI, 54-56, rue de Montbrillant, 1202 Genève, Suisse.

Adresse postale : CCI, Palais des Nations, 1211 Genève 10, Suisse.

Téléphone : +41 22 730 0111 *fax* : +41 22 733 4439 *e-mail* : itcreg@intracen.org *Internet* : <http://www.intracen.org>